

Pratiquer l'abolition au quotidien

par Sarah Lamble

Traduction : Le KIOSK (danslesensdubois@gmail.com)

Ce texte est accessible sur le site de Futurs abolitionnistes :

<https://abolitionistfutures.com/latest-news/practising-everyday-abolition>

*Ce qui suit est un chapitre de **Abolishing the Police: An Illustrated Introduction**, (édité par Koshka Duff, illustré par Cat Sims et publié par Dog Section Press.). La collection fournit des analyses rigoureuses et accessibles des raisons pour lesquelles nous pourrions vouloir abolir la police, ce que cela impliquerait et comment cela pourrait être réalisé, initiant les lecteurs aux riches traditions existantes de la théorie et de la pratique anti-police. Ses auteurs s'appuient sur leurs diverses expériences sur le terrain d'organisation politique, de protestation et de résistance au maintien de l'ordre au Royaume-Uni, en France, en Allemagne et aux États-Unis, ainsi que sur leurs recherches originales dans des domaines universitaires allant du droit aux études de sécurité, de la théorie politique à la sociologie en passant par la santé publique. Sans présumer de connaissances spécialisées préalables, ils présentent les outils et les idées critiques que ces disciplines ont à offrir aux luttes en cours contre les injustices de la police (et considèrent, à leur tour, ce que ces disciplines doivent apprendre de ces luttes.)*

« L'abolition n'est pas l'absence, c'est la présence. Ce que le monde deviendra existe déjà en fragments et morceaux, expériences et possibilités. Donc, ceux qui ressentent dans leur intestin une profonde anxiété à l'idée que l'abolition signifie tout abattre, brûler la terre et commencer quelque chose de nouveau, laissez tomber. L'abolition, c'est construire l'avenir à partir du présent, de toutes les manières possibles. - Ruth Wilson Gilmore (Gilmore et Lambert, 2019).

L'abolition peut sembler une tâche ardue. Nous vivons dans un monde saturé de l'hypothèse selon laquelle la police et les prisons sont nécessaires pour résoudre les problèmes généralisés de violence et de préjudice. Même parmi ceux qui reconnaissent que la police et les prisons ne nous assurent pas la sécurité et perpétuent plutôt l'inégalité, la violence et le mal, il peut encore sembler difficile d'imaginer la vie sans ces institutions (Davis, 2003).

Mais comme nous le rappelle la principale penseuse et organisatrice abolitionniste Ruth Wilson Gilmore, l'abolition ne consiste pas simplement à se débarrasser des prisons, de la police ou des systèmes de surveillance et de punition ; l'abolition concerne ce que nous construisons à leur place. "L'abolition consiste à abolir les conditions dans lesquelles la prison est devenue la solution aux problèmes, plutôt qu'à abolir les bâtiments que nous appelons des prisons" (Gilmore et Murakawa, 2020). où les gens estiment que la police est la seule ou la meilleure option pour répondre aux préjudices dans leur vie. Nous devons créer d'autres moyens de prévenir et de traiter les préjudices qui nous garderont réellement en sécurité.

Une partie de cette tâche consiste à ne pas traiter l'abolition comme un « événement »

singulier ou révolutionnaire, mais comme un processus et une pratique continus. L'abolition est un mode de vie et une approche collective du changement social. Cela nous oblige à nous engager dans des stratégies qui démantèlent les structures, les institutions et les systèmes qui sous-tendent et soutiennent les prisons et la police tout en mettant en place des systèmes de soins, de bien-être et de soutien qui répondent aux besoins humains et permettent aux communautés de s'épanouir. L'abolition nécessite le double travail consistant à s'engager dans ce que les abolitionnistes appellent des « réformes non réformistes » [i] – des stratégies qui réduisent le pouvoir et la portée du système de justice pénale et réduisent notre dépendance à son égard – tout en renforçant simultanément nos compétences, nos capacités et ressources pour des systèmes alternatifs de prévention, de traitement et de réponse aux dommages (Berger et al., 2017).

Un tel changement signifie pratiquer *l'abolition au quotidien*. L'abolition au quotidien est un moyen de relier les efforts de changement structurel à nos cultures et pratiques quotidiennes. L'abolition quotidienne signifie défaire les normes culturelles et les mentalités qui nous piègent dans des habitudes et des logiques punitives. Il existe de nombreuses façons d'aborder cela, mais voici quatre stratégies clés.

1) Défaire les cultures carcérales : identifier et remettre en question les logiques punitives dans les contextes quotidiens

Le carcéral est partout. Regardez autour de vous et nous voyons des logiques punitives dans nos écoles, nos lieux de travail, nos services publics, nos familles, nos relations. Le carcéral est ancré dans les normes sociales et les institutions que nous habitons. C'est culturellement ancré dans notre conscience.

Par « carcéral », les abolitionnistes désignent des logiques et des pratiques qui normalisent les réponses punitives au mal. C'est la logique du « bon sens » qui assimile la justice à la punition. Lorsqu'un préjudice survient, les logiques carcérales nous incitent à localiser la cause du problème chez un individu (mauvais choix, mal inhérent, mauvaise éducation, carences culturelles, altérité monstrueuse, etc.) puis à isoler et à punir cet individu et souvent à stigmatiser la communauté qui personne fait partie. Parfois, cela se fait ouvertement - par l'État et le système de justice pénale ou lorsque quelqu'un appelle les flics pour quelqu'un d'autre - mais cela se fait également de manière plus subtile au quotidien qui normalise les comportements vindicatifs ou punitifs ou célèbre la violence rédemptrice. Ces logiques punitives s'infiltrent dans nos interactions quotidiennes au travail, à l'école, à la maison, dans nos quartiers et dans nos communautés organisatrices.

Par exemple:

- Un enfant « se comporte mal » en classe, alors nous l'excluons de la salle de classe.
- Notre amant dit quelque chose de blessant, alors nous lui donnons l'épaule

froide.

- Un collègue de travail fait quelque chose que nous n'aimons pas, alors nous lui faisons publiquement honte devant d'autres collègues.
- Un voisin vend de la drogue dans son appartement, nous le signalons donc au conseil même s'il sera probablement expulsé et se retrouvera sans abri.
- Une organisation avec laquelle nous sommes en coalition utilise un langage ou des stratégies que nous pensons être oppressifs, alors nous arrêtons tout simplement de travailler avec eux.
- Un prisonnier qui a besoin d'une aide au logement à sa libération a été condamné pour violence sexuelle, donc personne ne l'aidera.
- Nous humilions ou dénigrons les gens sur les réseaux sociaux ou encourageons les autres à les « annuler » lorsque nous n'aimons pas ce qu'ils disent.
- Nous obtenons notre entraînement moral quotidien en consommant des médias qui nous encouragent à diviser le monde en bons et mauvais, ceux qui méritent de l'empathie et ceux que nous diabolisons et abandonnons.

Bien que la plupart de ces exemples ne soient pas des formes directes de police d'État et de violence, ils peuvent tous contribuer à des cultures carcérales qui normalisent la punition et l'isolement en réponse aux problèmes sociaux. Au lieu de traiter directement un problème ou de comprendre pourquoi le problème est survenu, nous sommes encouragés à réagir par le blâme, les représailles et la punition. Nous essayons de résoudre le problème en retirant la personne de notre communauté, en la marquant comme fondamentalement différente du reste de « nous » et en nous distanciant d'elle. Ces modèles jouent souvent sur les lignes de classe, de race et de handicap. Par exemple, les enfants les plus susceptibles d'être retirés de l'école sont ceux qui sont racialisés, issus de milieux défavorisés ou qui ont des troubles d'apprentissage (Graham et al., 2019). Au lieu de demander pourquoi le système éducatif ne répond pas à leurs besoins ou ce qui se passe pour eux, nous qualifions l'enfant de « problème » et essayons de le supprimer.

Une tâche clé pour l'abolition au quotidien est d'identifier et de remettre en question les logiques carcérales qui s'insinuent dans nos pratiques quotidiennes. Ce n'est pas toujours facile. La frontière entre fixer des limites légitimes et punir et isoler les autres n'est pas toujours simple. Plus important encore, aucun d'entre nous n'est à l'abri des normes culturelles plus larges qui assimilent constamment la justice à la punition. Ces récits sont profondément enracinés et intériorisés et il faut du travail pour les identifier et les démêler - en particulier si nous nous sentons investis émotionnellement dans des réponses punitives ou de représailles. La punition peut sembler séduisante sur le moment, mais génère rarement la résolution, la guérison ou le changement à long terme que nous recherchons en fin de compte.

Les abolitionnistes soutiennent que si nous ne contestons pas ces logiques et pratiques carcérales au niveau quotidien, il est difficile de les contester au niveau institutionnel. C'est facile d'être abolitionniste en théorie. Sa mise en pratique

demande un effort et une réflexion continus. C'est pourquoi l'abolition quotidienne doit être un effort collectif pour lutter contre l'individualisation des problèmes sociaux. Nous devons nous soutenir mutuellement pour trouver comment faire les choses différemment, pour construire le monde que nous voulons.

Cela ne signifie pas que nous ne devons pas contester les comportements nuisibles ou tenir les gens responsables. Cela signifie que nous devons réagir avec des stratégies qui ne visent pas à aggraver les dommages par le biais de sanctions individuelles. Pour ce faire, nous avons besoin d'une deuxième stratégie dans notre boîte à outils quotidienne pour l'abolition : un cadre basé sur le soutien plutôt que sur la punition pour répondre au préjudice.

2) Changer nos réponses quotidiennes au mal : nous devons cesser de répondre au mal par la punition et l'isolement et offrir à la place soutien, sécurité, guérison et connexion - même lorsque c'est difficile.

Quand quelqu'un blesse une autre personne, il y a souvent deux tendances communes : l'une est de nier ou de minimiser ce mal (dire que cela ne s'est pas produit, ou que cela n'a pas d'importance, ou que ce n'était pas aussi grave qu'il n'y paraît) ; l'autre consiste à blâmer, diaboliser et riposter (le malfaiteur est terrible et doit être puni ou séparé de la communauté) (CUAV, 2013). La première tendance est courante lorsque nous nous soucions ou aimons la personne qui a fait le mal ; la deuxième tendance est courante lorsque nous aimons ou sommes proches de la personne qui a subi le mal. Mais aucune de ces stratégies n'est efficace car elles ne traitent pas réellement l'impact du préjudice. Les réponses ne précisent pas non plus pourquoi le préjudice s'est produit en premier lieu ou ce qui peut être fait pour l'empêcher de se produire à l'avenir.

Offrir du soutien, de la sécurité et de la guérison est important à *la fois* pour la ou les personnes qui ont subi le préjudice *et pour* la ou les personnes qui ont causé le préjudice. Ce soutien doit être axé sur les besoins spécifiques et immédiats de la situation et des personnes affectées, tout en considérant également comment traiter les conditions plus larges qui ont conduit au préjudice. Il est également important de reconnaître que le préjudice est un problème collectif (avec des conséquences collectives) et nécessite donc des solutions collectives. Le mal causé par un individu se produit rarement dans un isolement complet. Le comportement et les conditions qui ont conduit au préjudice sont souvent normalisés, tolérés, ignorés, activés ou même soutenus par d'autres. C'est particulièrement le cas pour la violence interpersonnelle, y compris les abus sexuels pendant l'enfance (GenerationFive, 2017 ; Simmons, 2019a).

Au lieu de répondre au mal par la punition, nous devons construire des infrastructures de soutien et de soins - culturellement, institutionnellement et dans nos vies quotidiennes. C'est souvent plus facile en théorie qu'en pratique, en particulier lorsqu'un mal arrive à quelqu'un que nous aimons ou est commis par quelqu'un que nous n'aimons pas ; il peut être facile de tomber dans des logiques et des pratiques punitives. Mais même lorsque des dommages sont causés par des personnes que nous désapprouvons ou des personnes qui agissent à plusieurs reprises de manière nuisible,

nous devons nous demander pourquoi ces dommages se produisent et répondre aux besoins de toutes les personnes impliquées. Nous devons examiner le contexte plus large et pas seulement l'individu.

Les logiques carcérales nous enseignent qu'il y a des bons et des méchants, des victimes et des bourreaux, des innocents et des coupables. On nous apprend à répondre aux gens comme l'un ou l'autre. Mais la réalité est bien plus complexe. De nombreuses personnes qui font du mal aux autres ont également été blessées. Faire du mal ne vous empêche pas de faire du mal aux autres. Il suffit de regarder la démographie de ceux qui sont enfermés en prison, et il est clair que les populations les plus défavorisées et les plus discriminées finissent en prison. Cela ne signifie pas que les personnes incarcérées n'ont pas eu de comportement préjudiciable ou que nous devons recourir à des déclarations d'« innocence » pour contester les injustices de l'emprisonnement. Nous devons plutôt être en mesure de maintenir la réalité selon laquelle les gens peuvent être *à la fois* ceux qui font du mal et ceux qui sont lésés ; nous devons reconnaître que les gens peuvent faire des choses terribles, mais qu'ils ont quand même besoin de soutien et de soins. Nous devons adopter une politique selon laquelle « personne n'est jetable » (Gossett et al., 2014).

Une partie de notre tâche consiste à mieux comprendre et à interrompre les schémas où la blessure génère une blessure supplémentaire. Par exemple, les gens réagissent parfois à un traumatisme en s'en prenant et en blessant les autres. Ou les gens exercent un pouvoir et abusent des autres en relation avec leurs propres sentiments d'impuissance ou de vulnérabilité. Cela n'excuse ni ne tolère en aucune façon les actes abusifs, mais cela signifie que si nous voulons contester ce comportement, il est peu probable que l'augmentation de la vulnérabilité d'un malfaiteur par l'isolement, la honte ou la punition fonctionne. Répondre à une forme de violence en adoptant une autre forme de violence est non seulement inefficace, mais aussi contre-productif et exacerbe les cycles de préjudice.

Il est particulièrement difficile d'éloigner nos réponses de la punition lorsqu'il s'agit de violence sexuelle ; les personnes attachées aux principes abolitionnistes font parfois des exceptions en matière de violence sexuelle et de violence sexiste. On peut supposer que les personnes qui commettent des violences sexuelles sont en quelque sorte différentes ou irrémédiables. Mais comme les abolitionnistes féministes le soutiennent depuis longtemps, la violence sexuelle et de genre est si répandue et omniprésente qu'elle doit être au centre de nos réponses abolitionnistes. "L'exceptionnalisme sexuel" ne nous permettra pas de l'aborder de manière significative. La réalité est que la plupart des violences sexuelles ne sont pas commises par des étrangers, mais par des personnes que nous connaissons et que nous aimons souvent. C'est en partie pourquoi il peut être si difficile à résoudre (Creative Interventions, 2019).

Les défenseurs de la justice transformatrice [\[ii\]](#) soutiennent qu'au lieu de répondre au préjudice par la punition, nous devons adopter des formes de « responsabilité centrée sur l'amour » ou de « responsabilité compatissante » (Moss, 2019). Cela signifie trouver des moyens de se soutenir mutuellement lorsque nous ou d'autres personnes

avons fait des choses nuisibles. Cela signifie se concentrer sur la réduction des dommages et les empêcher de se reproduire (Dixon et Piepzna-Samarasinha, 2020). Pour ce faire, nous avons besoin d'une troisième stratégie, qui concerne le renforcement des capacités.

3) Renforcer nos compétences et notre capacité collectives à prévenir les préjudices et à favoriser la responsabilité et la réparation au quotidien.

Répondre aux préjudices avec du soutien et des soins nous oblige à renforcer nos compétences et nos capacités collectives. Si nous pouvons former les gens aux premiers secours et à la RCR d'urgence, nous pouvons également enseigner les inventions de spectateurs sûrs, la désescalade de la violence, la résolution des conflits et la réduction des méfaits. Nous pouvons apprendre les premiers signes de relations abusives et nous soutenir mutuellement pour intervenir avant que les choses ne dégénèrent. Nous pouvons trouver des moyens de nous soutenir mutuellement pour guérir de nos propres traumatismes et de ceux collectifs.

Une partie de ce travail consiste à identifier les nombreuses façons dont nous pouvons déjà répondre aux préjudices sans recourir à la police, aux sanctions et aux représailles. Lorsqu'un problème survient, nous pouvons envisager les différentes façons dont nous pourrions potentiellement le résoudre sans compter sur la police ou les prisons (et sans devenir nous-mêmes semblables à la police ou punitifs).

Comme le reconnaît le Creative Interventions Project (2019), la communauté immédiate des gens (qu'il s'agisse de la famille, des amis, des voisins, des collègues et même des connaissances) est souvent bien mieux placée pour intervenir et répondre aux préjudices quotidiens que le système de justice pénale formel. Nous devons donc tous acquérir des compétences pour nous sentir capables et confiants d'intervenir. Nous ne devrions pas présumer que seuls les professionnels peuvent agir pour lutter contre la violence. Des groupes comme *Hollaback* (2020), par exemple, enseignent aux gens comment intervenir dans le harcèlement sexuel quotidien grâce à des interventions de spectateurs en toute sécurité.

Nous devons également considérer la responsabilité comme une pratique et une compétence quotidiennes que nous devons tous favoriser, plutôt que comme quelque chose d'exceptionnel ou délégué à d'autres. Comme le décrit Ann Russo, auteur du livre *Feminist Accountability* (2018),

Si assumer la responsabilité des torts devenait une pratique quotidienne, plutôt que seulement quelque chose que nous exigeons des autres dans des situations flagrantes, alors assumer la responsabilité serait moins lourd de culpabilité, de honte, de défense, de punition et de représailles. Cela créerait plus de compassion les uns pour les autres lorsque nous commettons des erreurs, lorsque nous parlons et agissons de manière nuisible et oppressive (intentionnellement ou non) et/ou contribuons à nuire d'une manière ou d'une autre. Et cela faciliterait l'admission d'actes répréhensibles. (Russo, 2013)

Une partie de ce changement consiste à reconnaître activement que nous pouvons

nous-mêmes être les auteurs du mal ou les catalyseurs du mal. Trop souvent, nous nous efforçons de nous aligner sur les bons et les innocents et de nous éloigner des coupables et des malfaiteurs. L'abolition quotidienne nous oblige à reconnaître que nous sommes tous capables de nuire, tout comme nous sommes tous susceptibles d'être blessés. Cela ne signifie pas que la distribution des dommages est égale ; nous savons que le mal et la violence sont profondément liés aux structures de pouvoir qui rendent certains corps plus vulnérables que d'autres. Mais nous devons comprendre notre rôle dans la mise en place ou le maintien de structures de pouvoir qui produisent de la violence et ont un impact sur la répartition des chances dans la vie.

Confronter notre complicité avec la violence peut être douloureux à aborder, mais c'est crucial pour mettre fin aux dommages, en particulier lorsqu'il s'agit de violence au sein de nos foyers, de nos familles et de nos institutions sociales. L'un des aspects les plus douloureux de l'acceptation de l'omniprésence des abus sexuels dans l'enfance, par exemple, peut être de reconnaître à quel point les autres personnes étaient au courant et n'ont pas agi. Ou que les gens n'ont pas écouté ou cru les survivants lorsqu'ils ont fait des révélations courageuses (Moss, 2019 ; Simmons, 2019b). Parfois, nous refusons de voir ou de croire ce qui est juste devant nous. Nous pouvons souvent ne pas reconnaître notre propre comportement nuisible et résister à la responsabilité. Comme le note Russo (2013), « il y a peu d'espaces pour parler des torts que nous avons causés et des systèmes d'oppression dont nous avons été complices. La plupart du temps, il semble que lorsque nous sommes confrontés, nous essayons de prouver que nous ne sommes pas responsables – de prouver notre « innocence ». Ou nous essayons de blâmer les autres, ou de prétendre que nous sommes les vraies victimes.

Nous pouvons tous intégrer la responsabilité dans notre pratique quotidienne de l'abolition. Comme le note Kai Cheng Thom (2020 : 69) : « Lorsque nous sommes capables d'admettre que la capacité de nuire réside en nous-mêmes – en nous tous – nous devenons capables de transformer radicalement la conversation autour de la culture des abus et du viol. Nous pouvons passer de la simple réaction aux abus et punir les « agresseurs » à la prévention des abus et à la guérison de nos communautés. Parce que la révolution commence chez soi, comme on dit. La révolution commence dans votre maison, dans vos propres relations, dans votre chambre. La révolution commence dans votre cœur.

De nombreuses organisations locales font un travail important pour remettre en question les logiques carcérales quotidiennes et pour renforcer la capacité collective de soutien, de guérison et de responsabilisation. Beaucoup de ces projets ont développé des outils et des ressources simples qui peuvent nous aider à étendre les compétences que nous avons déjà et à les canaliser dans le travail quotidien de réduction des méfaits et de prévention de la violence. [\[iii\]](#)

Nous disposons déjà de nombreux outils et ressources dont nous avons besoin pour mettre fin à la violence - en particulier dans les communautés où appeler les flics n'a jamais été une option en raison de la menace de violence ou d'expulsion - où des alternatives ont été nécessaires pour survivre (Dixon et Piepzna-Samarasinha, 2020 ;

Amezcuca et al., 2016 ; Rose, 2018 ; Kaba, 2020). Mais nous devons également développer de nouveaux outils et ressources, en particulier pour les survivants de la violence. Comme le note Darnelle L. Moore dans *Love with Accountability: Digging up the Roots of Childhood Sexual Abuse* , « les outils dont de nombreuses personnes ont besoin pour guérir doivent encore être imaginés et créés » (2019 : 3).

Ce travail demande une pratique continue. Ce n'est pas quelque chose sur lequel nous pouvons assister à une session de formation ou lire un article et savoir comment réagir ou faire face à chaque situation. Comme le note Ejeris Dixon (2020 : 21), défenseur de la justice transformatrice et organisateur anti-violence : « Nous devons pratiquer la sécurité communautaire comme nous pratiquerions un instrument ou un sport. En pratiquant de manière lente, mesurable et délibérée, nous construisons les connaissances dont nous avons besoin pour diffuser et résoudre les conflits au sein de nos communautés.

4) Connectez le quotidien à la vue d'ensemble

Enfin, aucune de ces pratiques quotidiennes ne suffira si nous ne les connectons pas à des objectifs plus larges à long terme. Comme nous le rappelle le groupe anti-violence LGBTQ Community United Against Violence (CUAV 2019), la violence existe de manière interne (en nous-mêmes), interpersonnelle (entre les personnes) et institutionnelle (entre les institutions et les individus). La lutte contre la violence doit se faire aux trois niveaux. Nous devons lier le micro et le macro afin que nos efforts quotidiens contribuent au changement social, systémique et institutionnel plus large qui rendra possible un monde sans prisons ni police.

Cela signifie que nous devons considérer comment les tactiques que nous mettons en œuvre aujourd'hui auront un impact sur les stratégies à moyen et long terme pour l'avenir. Nous ne voulons pas adopter des stratégies aujourd'hui, que nous devons défaire plus tard. Nous devons démanteler et transformer les institutions et les structures qui normalisent les prisons, la police et la punition. Cela signifie soutenir des campagnes pour arrêter l'expansion des prisons, réorienter les budgets de la police et réduire la taille du système de justice pénale. Cela signifie également s'organiser pour le logement, les soins de santé, la justice raciale et économique, les campagnes d'urgence climatique et d'eau potable, la justice pour les personnes handicapées, les droits du travail, la justice reproductive, les luttes décoloniales et des campagnes plus larges de justice sociale - car elles font toutes partie du travail abolitionniste.

Bien que l'abolition puisse parfois sembler intimidante, il est important de garder à l'esprit qu'un travail et des efforts collectifs importants sont déjà en cours pour rendre possibles les futurs abolitionnistes. Se connecter et s'appuyer sur ce travail existant est essentiel pour développer un changement social durable et collectif. Nous devons faire le travail de soulever et de rassembler diverses luttes qui comprennent les nombreuses facettes différentes du travail abolitionniste. Nous pouvons puiser espoir et inspiration dans la créativité, la collectivité et la détermination que l'on trouve à la fois dans les efforts quotidiens et dans les luttes plus larges pour l'abolition qui se déroulent à travers le monde. Ces efforts abolitionnistes connectés sont ce qui nous

permet de faire le travail ici et maintenant qui nous rapproche du monde que nous voulons dans le futur.

RÉFÉRENCES

Amezcu T, Dixon E et Long CJR (2016) Dix leçons pour créer la sécurité sans police. Disponible sur : <https://transformharm.org/ten-lessons-for-creating-safety-without-police/> (consulté le 1er mai 2020).

Bay Area Transformative Justice Collective (2013) *Transformative Justice and Community Accountability*. Disponible sur : <https://batjc.files.wordpress.com/2014/06/tj-ca-one-pager.pdf> (consulté le 1er mai 2020).

Berger D, Kaba M et Stein D (2017) Ce que font les abolitionnistes. *Magazine des Jacobins*. Disponible sur : <https://www.jacobinmag.com/2017/08/prison-abolition-reform-mass-incarceration> (consulté le 1er mai 2020).

Cheng Thom K (2020) Que faire lorsque vous avez été violent. Dans : Dixon E et Piepzna-Samarasinha LL (eds) *Beyond Survival : Strategies and Stories from the Transformative Justice Movement*. Chico, Californie : AK Press, pp.74-87.

Communauté unie contre la violence (CUAV) (2013) *Joyaux du changement : pendule d'approches*. Disponible sur : <https://everydayabolition.com/2013/07/11/cuav-posters/> (consulté le 1er mai 2020).

Communauté unie contre la violence (CUAV) (2019) *Notre analyse de la violence*. Disponible sur : <https://www.cuav.org/aov> (consulté le 1er mai 2020).

Creative Interventions (2019) Boîte à outils pour les interventions créatives : un guide pratique pour mettre fin à la violence interpersonnelle. Disponible sur : <http://www.creative-interventions.org/wp-content/uploads/2019/05/CI-Toolkit-Complete-FINAL.pdf> (consulté le 1er mai 2020).

Critical Resistance (2020) *Réformes réformistes contre mesures abolitionnistes dans le maintien de l'ordre [Tableau des réformes abolitionnistes]*. Disponible sur : <http://criticalresistance.org/abolish-policing/> (consulté le 1er mai 2020).

Davis A (2003) *Les prisons sont-elles obsolètes ?* Toronto : Presse de Sept Histoires.

Dixon E (2020) Construire la sécurité communautaire : étapes pratiques vers une transformation libératrice. Dans : Dixon E et Piepzna-Samarasinha LL (eds) *Beyond Survival : Strategies and Stories from the Transformative Justice Movement*. Chico, Californie : AK Press, pp.14-24.

Dixon E et Piepzna-Samarasinha LL (2020) *Au-delà de la survie : stratégies et histoires du mouvement de justice transformatrice*. Chico, Californie : AK Press.

GenerationFive (2017) Mettre fin aux abus sexuels envers les enfants : Un manuel de justice transformatrice. Disponible sur : <http://www.generationfive.org/wp-content/uploads/2017/06/Transformative-Justice-Handbook.pdf> (consulté le 23 janvier 2018).

Gilmore RW and Lambert Lo (2019) Making Abolition Geography in California's

Central Valley with Ruth Wilson Gilmore. *The Funambulist*, 21 (Jan/Feb). Available at: <https://thefunambulist.net/making-abolition-geography-in-californias-central-valley-with-ruth-wilson-gilmore> (accessed 17 April 2020).

Gilmore RW and Murakawa N (2020) Covid-19, Decarceration, and Abolition [Webinar]. In: Available at: <https://www.haymarketbooks.org/blogs/128-ruth-wilson-gilmore-on-covid-19-decarceration-and-abolition> (accessed 17 April 2020 Accessed).

Gossett R, Spade D and Dector H (2014) No One is Disposable: Everyday Practices of Prison Abolition. Bernard Center for Research on Women: <https://bcrw.barnard.edu/no-one-is-disposable/>.

Graham B, White C, Edwards A, et al. (2019) School exclusion: a literature review on the continued disproportionate exclusion of certain children. Reportno. DFE-RR869: UK Department of Education, .

Hollaback (2020) *Resources*. Available at: <https://www.ihollaback.org/resources/>.

Kaba M (2020) *Transform Harm Resource Hub*. Available at: <https://transformharm.org/> (accessed 1 May 2020).

Moore DL (2019) Love Is a Reckoning. In: Simmons AS (ed) *Love WITH Accountability: Digging Up the Roots of Child Sexual Abuse*. Chico, CA: AK Press, pp.3-5.

Moss DR (2019) Love-Centred Accountability. In: Simmons AS (ed) *Love WITH Accountability: Digging Up the Roots of Child Sexual Abuse*. Chico, CA: AK Press, pp.97-100.

Rose A (2018) *What to do instead of calling the police*. Available at: <https://www.aaronxrose.com/blog/alternatives-to-police> (accessed 12 June 2020).

Russo A (2013) *10 Strategies for Cultivating Community Accountability*. Available at: <https://www.usprisonculture.com/blog/2013/09/16/guest-post-strategies-for-cultivating-community-accountability-by-ann-russo/> (accessed 12 June 2020).

Russo A (2018) *Responsabilité féministe : perturber la violence et transformer le pouvoir*. Presse NYU.

Simmons AS (2019a) Love WITH Accountability : Déterrer les racines de l'abus sexuel des enfants. Chico, Californie : AK PRes.

Simmons GZ (2019b) Love WITH Accountability: A Mother's Lament. Dans: Simmons AS (ed) *Love WITH Accountability: Creuser les racines de l'abus sexuel des enfants* . Chico, Californie : AK Press, pp.23-29.

[i] Comme Berger, Kaba et Stein le décrivent, les réformes non réformistes sont « des mesures qui réduisent le pouvoir d'un système oppressif tout en mettant en lumière l'incapacité du système à résoudre les crises qu'il crée ». Pour un exemple concernant le maintien de l'ordre, voir Critical Resistance (2020) *Reformist reforms vs. abolitionist steps in maintien de l'ordre [Abolitionist Reforms Chart]* . Disponible sur : <http://criticalresistance.org/abolish-policing/> (consulté le 1er mai 2020).

[ii] Pour une définition de la justice transformatrice, voir : Bay Area Transformative

Justice Collective (2013) *Transformative Justice and Community Accountability* .
Disponible sur : <https://batjc.files.wordpress.com/2014/06/tj-ca-one-pager.pdf>
(consulté le 1er mai 2020).

[\[iii\]](#) Voir par exemple le travail réalisé par des groupes comme *Creative Interventions* ; *Génération cinq* ; *INCITE : Femmes de couleur contre la violence* ; *Projet NIA, Bay Area Transformative Justice Collective* ; *Mouvement de défense et de résistance des travailleuses du sexe* ; *DIY Space for London, Transformative Justice Kollektiv - Berlin* et le centre de ressources *TransformHarm.org* .